

MOTION DES RETRAITES CGT UNION LOCALE D'ARMENTIERES

Pour 2008, le Président du pouvoir d'achat a décidé que les retraités devaient se satisfaire d'une augmentation de 1,1%. Les nombreuses luttes et manifestations du printemps, à l'initiative essentiellement de la CGT, ont permis d'obtenir 0,8% supplémentaires en septembre, mais cela est trop peu et trop tard, en année pleine, cela porte l'augmentation à 1,36% pour 2008. Loin du coût de la vie et de l'inflation officielle à + 3,5%. **Celà ne fait pas le compte.**

En revanche, les franchises de soins s'appliquent : 850 millions d'€ en année pleine ponctionnés sur les malades. Ces mesures qui devaient réduire le déficit de la sécurité sociale (11,6 milliards pour 2008). Non seulement il n'en ai rien ,mais elles continuent d'exonérer : les entreprises de cotisations (33 milliards en 2008), les revenus financiers et les stocks options. Il est également prévu le désengagement total de la Sécurité Sociale pour les frais optiques et dentaires avec prise en charge par les complémentaires santé. **C'est bien la privatisation de la couverture sociale qui est en marche.**

Pour 2009, la revalorisation des pensions interviendra désormais au 1er avril, les retraités seront à nouveau amputés de trois mois sur le pouvoir d'achat. Une condition d'âge sera réintroduite pour la pension de réversion. L'âge de mise d'office à la retraite est porté de 65 à 70 ans. Les montants des allocations de solidarité aux personnes âgées seront progressivement revalorisés, mais seulement pour les personnes vivant seules. Enfin, le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) examine la suppression pour les femmes: des quatre trimestres supplémentaires par enfant et de la majoration de 10% pour trois enfants. **Trop c'est trop !.**

Où est le progrès social quand des millions de retraités sont de plus en plus pénalisés par la baisse constante de leur pouvoir d'achat.

Une chose est sûre c'est que de réformes en réformes, les pensions se dégradent. Non seulement elles ne contribuent pas à sauver notre système de retraite solidaire et intergénérationnel par répartition, mais à l'inverse elles creusent les inégalités et réduisent considérablement les pensions versées aux retraités d'aujourd'hui et de demain. Selon les statistiques officielles, la France compte 7,8 millions de pauvres (personnes ayant moins de 817 € par mois). Dont un grand nombre de retraités

Le pouvoir d'achat des retraités nécessite une revalorisation, une forte augmentation pour tous les retraités avec maintien de la date d'effet au 1^{er} janvier . Les retraités ne sont pas qu'un coût pour la société, mais ils sont aussi un des moteurs du développement économique et nous revendiquons les moyens de vivre dignement pour continuer à être des citoyens à part entière.

La recherche permanente de profits des groupes financiers, des fonds spéculatifs et des banques a provoqué en quelques mois la crise la plus grave que le monde ait connu depuis 1929. Au coeur de cette crise, se trouvent un système et des politiques qui sont essentiellement orientées vers la recherche de la rentabilité financière. C'est ce système qui vacille et qu'il faut changer. Au lieu que l'argent aille aux actionnaires et à la spéculation, il faut le rendre au travail. Depuis vingt ans, tout a été fait pour que l'exploitation du travail soit à son maximum. Pour les salariés et les retraités, c'est la double peine : on a comprimé les salaires et les pensions pour permettre la spéculation financière, et aujourd'hui, en raison de la crise financière, on leur dit « chômage technique » « suppressions d'emplois » « baisse du pouvoir d'achat »

L'INSEE vient de publier sa note de conjoncture et annonce pour la première fois la récession et la suppression de 300 000 emplois pour 2009 .

Pendant ce temps là.. les revenus des patrons du CAC 40 ont bondi de 58% en 2007 en leur procurant un gain moyen de 4 millions d'€. Les Français les plus aisés bénéficient à nouveau de 14 milliards de paquet fiscal. Les niches fiscales représentent 70 milliards d'€

Les actionnaires vont bien :

Renault verse 1 milliard de dividendes et met ses salariés en chômage partiel.

Valéo augmente de 241% les dividendes de ses actionnaires et annonce un plan de suppression de 5000 postes.

Arcelor-Mittal 4 milliards de dividendes – 9000 suppressions de postes.

Mollex 200 millions de dividendes et programme la délocalisation de son usine de Haute-Garonne vers la Slovaquie.

Les banques se réjouissent, les 10,5 milliards d'euros reçus par l'Etat vont permettre de maintenir le niveau de rétribution des actionnaires.

Dans l'Armentiérois :

DELACRE : Licencie 8 personnes et remet en cause les accords afin d'améliorer la flexibilité et la compétitivité.

CARREFOUR : Comprime les personnels, étend les amplitudes de travail en vue de l'ouverture le dimanche, et des salariés sont payés en dessous du SMIC.

LE TEXTILE : La casse s'amplifie avec son lot de licenciements, de chômage partiel et de fermetures (confection des Flandres, Feutrie, confection de l'ALLOEU, Vallys)

LA METALURGIE : c'est les délocalisations, comme chez VERELST à Bois Grenier où le patron n'a pas hésité à essayer de faire disparaître l'outil de travail pendant que ses ouvriers étaient en repos forcé.

FERMETURE DU CONSEIL DES PRUD'HOMMES afin de limiter la possibilité faites aux salariés de faire respecter leurs droits.

ATTAQUES TOUTS AZIMUTS DES SERVICES PUBLICS :

EDUCATION NATIONALE : suppressions de postes, fermetures de classes, des classes surchargées.

CHEMINOTS : Suppressions de trains, manque de moyens humains, fermetures de guichets.

SANTE : (CHA- EPSM) : Misère des urgences, fermetures de lits, gestion à flux tendus des personnels, Déficits chroniques des budgets qui entraînent des restructurations à tout va et la restriction des effectifs.

LA POSTE : les menaces de privatisation et les fermetures de bureaux de Nièppe et Houplines).

LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE va disparaître en tant que telle au 1er janvier 2010 pour fusionner avec Dunkerque.

Quant à EDF ou GDF, nous mesurons aujourd'hui les conséquences de leur privatisation : 15% d'augmentation de la facture en un an !

Nous ne sommes pas responsable de cette crise, ça n'est pas à nous de payer l'addition.

Il y a eu une intervention pour aider les banques, une deuxième pour les entreprises, l'addition au total s'élève à 428 milliards d'euros de prêts ou de garanties de l'Etat, mais aujourd'hui, pour le plan de soutien aux salariés et aux retraités, **c'est zéro**. L'argent existe, le Gouvernement en fait la démonstration. Il doit servir à augmenter les salaires et les pensions, pas les dividendes des actionnaires !

Toutes les organisations syndicales appellent les salariés, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation: le 19 mars 2009 elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

Plus que jamais, nous proposons à tous de nous engager dans l'action revendicative. Les retraités ont besoin :

- de 200 euros de rattrapage pour tous et tout de suite.
- d'un montant minimal de la retraite totale égal au SMIC
- du retour à l'indexation des retraites sur le salaire moyen
- d'une augmentation significative du niveau des retraites avec rétroactivité au 1^{er} janvier
- Le relèvement de la pension de réversion à 75% de la retraite initiale
- une protection sociale solidaire et de haut niveau
- des services publics et une fonction publique de qualité ...